



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

Moyen-Orient

Question au Gouvernement n° 2797

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. François Loncle, pour le groupe socialiste.

M. François Loncle. Mes chers collègues, on assiste depuis huit mois à une escalade tragique de la violence au Proche-Orient. A l'intifada et aux attentats aveugles d'extrémistes palestiniens, le Premier ministre israélien Ariel Sharon répond en usant de moyens militaires de plus en plus disproportionnés. En riposte à l'attentat suicide de Netanya, Israël n'a pas hésité à mener pour la première fois des raids de chasseurs F 16. Les affrontements quotidiens amènent leur cortège de morts, de blessés, de souffrances. La situation est extrêmement grave et inquiétante. La rapidité de l'enchaînement des faits et la vitesse avec laquelle la situation se dégrade ont tout lieu de consterner. On a, hélas ! l'impression que la guerre se rapproche alors que chacun sait qu'il ne peut y avoir d'issue militaire à cette crise.

Devant la montée des périls, la communauté internationale ne peut rester silencieuse et impuissante. Le rapport Mitchell, qui demande tout à la fois un arrêt immédiat et sans condition des violences et un gel de la colonisation, a reçu un accueil favorable. Dans quelle mesure peut-il contribuer à mettre un terme au cycle infernal de la violence et de la répression ? Comment ramener les parties en présence à la table des négociations ? Face à l'embarras des Etats-Unis, quelles initiatives compte prendre l'Union européenne et en particulier la France où M. Yasser Arafat sera reçu demain ? Monsieur le ministre des affaires étrangères, je vous remercie par avance de votre réponse. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères. Mesdames et messieurs les députés, je ne reviendrai pas sur la situation, à tous égards tragique, que chacun de vous connaît pour l'observer chaque jour. Cette escalade sanglante confirme les avertissements et les mises en garde lancées par la France depuis des semaines. Je note d'ailleurs qu'une partie de l'opinion israélienne commence à se demander si la politique de M. Sharon lui apporte, à défaut de la paix - mais ce n'est pas son objectif -, à tout le moins la sécurité.

La nouvelle pas trop mauvaise de ces derniers jours, c'est le rapport de la commission Mitchell, qui a surpris par son courage et par la netteté de ses conclusions, tant pour ce qu'il demande aux Palestiniens que pour ce qu'il demande aux Israéliens, avec une force à laquelle on ne s'attendait pas forcément de la part de cette commission et qui a constitué un élément nouveau. Je vois dans ses conclusions, qui viennent s'ajouter aux propositions égypto-jordanienues également intéressantes, une base à partir de laquelle peut se dégager, et je crois que le processus en cours, une véritable harmonie de positions entre l'Europe - au sein de l'Union, c'est déjà le cas, grâce notamment aux efforts de la France - et les Etats-Unis. En endossant hier tout au moins dans ses grandes lignes, les conclusions de la commission Mitchell, le secrétaire d'Etat Powell a franchi un pas dans le sens d'un réengagement des Etats-Unis dans la gestion de ce conflit. J'y vois un signe positif, car c'est ensemble, Européens et Américains, que nous réussirons peut-être à enrayer un engrenage jusqu'à présent inexorable.

Ce que nous dirons à Yasser Arafat, nous le dirons aussi à nos visiteurs suivants: M. Sharon, le président Lahoud, le président Bachar El Assad. A chacun d'entre eux, et sans détour, car cette exigence est celle de la paix, nous demanderons: que pouvez-vous faire, à votre niveau - car il n'est pas possible de tous les mettre sur le même plan, sachant qu'ils n'ont pas les mêmes moyens -, et pour peu que les autres intervenants acceptent d'entrer dans un mouvement simultané, pour mettre fin à cette escalade et repartir dans la recherche d'une

solution politique, la seule qui permette de sortir du piège où est enfermé le Proche-Orient ? Quoi qu'il en soit, vous le voyez, la France ne baissera pas les bras. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Données clés

Auteur : [M. François Loncle](#)

Circonscription : Eure (4^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2797

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 mai 2001, page 3192

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 mai 2001